

La paix au Kivu, mais à quel prix ?

Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 06 février 2009

Depuis 10 jours, 5 000 soldats rwandais appuient l'armée de la RD Congo dans la chasse aux hommes du FDLR (Front démocratique de libération du Rwanda), résidus des groupes rwandais réfugiés en RD Congo lors de la prise de pouvoir de Kagamé.

Ces opposants armés au régime de Kigali sont organisés autour de génocidaires de 1994 mais sont, pour la plupart, des jeunes gens recrutés sur place parmi les descendants des Rwandais qui ont émigré au Kivu durant la période coloniale.

Le 16 janvier dernier, à l'occasion de ses vœux au corps diplomatique, le président Sarkozy traçait les grandes lignes d'un plan de paix en trois points pour mettre fin à l'un des conflits les plus dramatiques de l'Afrique (*Le Monde*, 17 janvier) :

- partager les richesses minières du Kivu entre le Rwanda et la RD Congo par la constitution d'une société mixte. Actuellement l'exploitation minière au Kivu se fait dans des conditions matérielles épouvantables pour le bénéfice des groupes armés et de divers trafiquants congolais et étrangers et la production est évacuée par le Rwanda ;
- résoudre les questions foncières qui sont à la base des tensions interethniques aussi bien au Kivu que plus au Nord en Ituri ;
- assurer une solution au problème des minorités en RD Congo et particulièrement en ce qui concerne les Tutsi du Kivu (en principe, la nouvelle constitution congolaise répond à cette question).

Le brusque retournement de situation au Kivu est-il en rapport avec ces propositions ?

Jusqu'à cette date, le Rwanda soutenait la rébellion des Tutsi congolais du Congrès national du peuple (CNDP) de Laurent Nkunda qui infligeait revers sur revers à l'armée congolaise et campait aux portes de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. À la mi-janvier, le second de Nkunda, Bosco Ntaganda (recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre), tournait casaque et acceptait son intégration et celle d'une partie des troupes du CNDP au sein de l'armée congolaise. Le 22 janvier, Nkunda est arrêté au Rwanda et mis au secret, alors que depuis deux jours des troupes rwandaises entrent en masse au Kivu avec l'accord du gouvernement de Kinshasa.

La force des Nations-unies au Congo, la MONUC, est tenue en dehors de tous ces événements : la zone d'opération lui est interdite, aussi bien qu'aux ONG et à la presse. Pourtant des négociations étaient en cours pour assurer un rapatriement au Rwanda des réfugiés qui acceptent le désarmement. La question du FDLR sera-t-elle résolue par un nouveau massacre ?

Comment l'opinion publique congolaise va-t-elle réagir ? Les Rwandais n'ont pas bonne presse à Kinshasa et les événements ne donnent-ils pas raison aux Kinois qui accusent Joseph Kabila d'être secrètement lié à Kagamé ?

Les propositions françaises comportent une reconnaissance implicite de la mainmise du Rwanda sur une partie de l'Est de la RD Congo ; il y a deux ans, interrogé sur la possibilité d'une nouvelle invasion du Kivu par le Rwanda, un haut fonctionnaire congolais m'avait répondu : Ce sera la guerre de cent ans...

